Cahier de doléances du Tiers État de Frettecuisse et le Carraux (Somme)

Mémoires des plaintes, doléances, demandes et remontrances que les habitans de la paroisse de Frettecuisse et le Carraux estiment devoir être présenté à l'assemblée préliminaire des trois états indiqué à Amiens le 23 mars 1789.

Lesdits habitans se plaignent des charges et impositions dont leurs biens sont chargée et assujetty à payer. De la taille, accessoires, capitation, corvée, dont cette dernière fait horreur, depuis 22 à 23 ans qu'ils y contribuent, dont les entrepreneurs n'ont fait qu'à peu près la moitié des ouvrages dont on leurs a payée, se sont enrichient au dépend du peuple du tiers états, même de la partie la plus indigente.

Imposition acquitté par ceux quy en profitent le moins.

Des impositions qu'ils ont payé pendant 4 années des 3 vingtièmes.

De deux vingtièmes qu'ils payent encore aujourd'huy.

Lesquels susdittes impositions enlèvent les deux cinquièmes du revenu de leurs biens.

Pouvant prouver par titres qu'une ferme de leurs paroisse, franche de dixme, loué 2700 l., est suceptibles de supporter en propre d'impositions de taille, accessoire, capitation et corvée une somme de 800 l., et, en y ajoutant les deux vingtièmes que l'on perçoit aujourd'huy, forme près d'une somme de 300 l.

Voilà donc une somme de 1100 l. à payer pour denier royaux, sur un bien de 2700 l.

Se plaignent qu'ayant chacun un petit manoir d'où ils retirent leurs boissons, que la régie leurs fait payer le droit de gros manquant qui est d'environ 3 l., 12 s. par muid au-dessus de six muids pour leurs boissons, que celui qui épargne sa boisson, même pour l'année suivante, paye autant.

Enfin ce droit doit-il être perçu en leurs province plutôt qu'en Normandie et autres ?

Ce droit enlève encore une partie de leurs revenus en leur manoir.

Que leurs mêmes biens sont encore assujetty aux frais de la paroisse, à l'entretien de leur église et presbitaire et qu'ils en paye aussi la dixme à 7 pour 100.

Qu'ils doivent à leurs seigneur les lots et vente, paye la censive, relief et droits d'aydes, le cas y échéant.

Qu'ils payent le controle, insinuation des actes, aux passations d'acte.

Payent aussy le 100^e denier aux succession collatérale.

Une partie paye aussi le franc fief.

Toutes les charges ci-dessus bien appréciée, il ne reste pas aux propriétaires la moitié du revenu de leurs biens.

Se plaignent aussi des impôts sur la gabelle, qui est un impôt désastreux et est nuisible à toute la Nation, offence la partie indigente, puisque l'usage en est indispensable.

Des impôts sur les cuirs, d'huilles et de fer, dont l'usage est aussi indispensable, rejailly sur les cultivateurs et sur l'état même, offense aussy la partie indigente.

D'après ces plaintes, les habitans dudit Frettecuisse jettent les yeux sur les cultivateurs de leurs canton. Ils en apperçoive une partie tomber dans l'indigence épuisée de toute leurs forces, obligés d'abandonner la culture ; une autre partie plus à son aise, décidée volontairement de quitter la culture et de s'occuper seulement à faire valoir ses biens propres Par le dégoût des charges accablante dont le cultivateur est chargée et les accidents dont il est journellement exposé.

Que deviendra-t-elle la culture ?

Remontre que depuis environ quarante ans par les soins et les sacrifices des cultivateurs eu leurs agricultures, les biens sont augmenté en leurs produit.

Que ce sont les deux premiers états qui jouissent du plus beau et plus clair des biens même du tiers état, en ce qu'il en enlèvent la dixme, profite en même temps des soin et sacrifice des cultivateur.

Les seigneurs profitent des mêmes soins et sacrifices, en ce qu'ils perçoivent le droit seigneuriaux au 13 ou 15 deniers des lots et ventes.

Demandent la suppression de la gabelle et celle de tout droits d'ayde, impôts honnereux qui, par leurs excercice, constituent à une dépense énorme journellement.

La suppression du droit de centième denier aux succession collatérale, impôts qui offensent bien des pauvres familles.

Du droit de franc-fief qui se paye plusieurs fois en peu d'année point de privilège pour aucun.

La suppression de l'imposition de la corvée. Qu'elle soit acquitté d'avec les deniers royaux et conjoints avec l'impositions qui aura lieu.

Les habitans de Frettecuisse estiment que les seulle impositions de taille et de capitation peuvent subsister pour tout droit royaux ou un seule pour le tout.

Demandent que la répartition en soit faite indistinctement sur les trois ordres, à raison de leur propriété.

Remontrent en premier moiens qu'une imposition générale sur tous les propriété des biens du royaume, sera seule capable d'augmenter les revenus des deniers royaux, soulager les tiers états et donner lieu à la suppression de nombre d'impôts, qui cause des dépenses immenses pour leurs exercice.

Qu'un second moiens seroit la suppression d'une partie des communautés de l'un et de l'autre sexce qui sera reconnu n'estre utile ny à la terre ny à l'Etat, dont les revenu rentreroit aux trésors royal.

Qu'un troisième moiens seroit le retranchement du revenu d'un autre party desdites communauté, qui ont des sommes de revenu bien au-dessus de leurs subsistances, et qui ne s'occupent à faire aucun sujet, que quoyqu'ils ayt des revenu énorme, demandent encore des sommes immenses pour entrer en leurs ordres.

Sa Majesté a fait part aux susdits habitans du projet d'un impôts territoriale sur les biens. Ils estiment que cette impôt pourroit avoir lieu à pris d'argent par journal de terre, à proportion de leur valeur. Il observent, que, quand à sa perception en nature, il deviendroit onéreux, en ce qu'il enlèveroit une partie des dépouilles, mettroit le cultivateur en disette de fouruges, enlèveroit aussi l'engrais due à la terre même.

Remontre que les Etats Généraux veillent aviser que l'imposition qui devra avoir lieu dans chaque paroisse sur les biens propres des trois ordres s'étendent et se limite aux limites des dixmes attachés aux clochers. Donc l'on pourroit faire la découverte de tous les biens en général et ne faire aucun double emploi.

Demandent que l'assemblée des États Généraux veillent délibérer la simplification des procédures qui, par ce procédé. L'on voit plusieurs famille ruiné.

Que l'imposition du controlle et insinuation soit aussi simplifié et retournent à leurs institution.

Que les impôts qui devront avoir lieu sur certaine marchandise se perçoivent à l'entré du royaume, aux ports de mer.

Enfin que l'on soit tranquille dans l'intérieure du royaume.

Qu'ils soit fait et imprimé des tarif d'imposition et qu'il en soit délivré à chaque paroisse.

Que tout y soit clair et nest.

Que chacun sçache ce qu'il a à payer depuis le plus grand jusqu'au petit.

Qu'il n'y ait qu'un pot, qu'une mesure et qu'un boisseaux en France.

Demandent aussi la suppression des grains qui se perçoivent en nature à la vente des grains aux marchés du bourg d'Airaine, sans aucune règle, tous les vendredy de chaque semaines.

Offrent lesdits habitans de payer en argent les mesurages tel que les habitans du bourg d'Airaine. Cette perception en nature tombe directement sur la partie indigente, en ce que les vendeurs de grains ne portent leurs grains audit marcher qu'autant qu'ils y trouvent le même prix qu'aux autres marchez, défalcation faite du grains que le mesureure perçoit en leur sac. L'acheteur est donc celui qui paie les droit.

Depuis quelques années il s'est introduits un marchez franc audit bourg d'Airaine, le second vendredy de chaque mois, qui est asés commode pour le public. L'on y perçoit un droit des piedforchu. Lesdits habitans en demandent la suppression, ainsy que la suppression des même droits qui se perçoive au marchez du bourg d'Oisemont depuis environ 30 à 35 ans.

Demandent qu'il soit permis aux gens de la campagne d'enlever leurs chaume en leurs terre après la dépouille faite étant le chauffage de tout le Vimeu, en ayant été empêché jusqu'aujourd'hui par les seigneurs, jusqu'au premier octobre, qui souvent est la cause qu'il sont perdu.

Que les fermiers qui jouissent des biens et ferme de l'ordre de Malthe, abbayes et autres biens de mains morte, jouissent desdits biens trois années après leurs décès.

Les habitans de Frettecuisse désirent que les États Généraux ait lieu et se rassemble tous les cinq à six ans.

Lesdits habitans croient sincèrement que l'humanité et la grandeur d'âme des deux premiers états assemblée en États Généraux délibérera d'une voix animé à soumettre leur bien à une imposition paralelle à ceux du tiers état, et que, par leur lumière bien plus profonde que celle du tiers états, veilleront à l'économie de l'administration des impositions.

Tel sont les doléances, demande, plaintes et remontrances que les habitans de la paroisse de Frettecuisse et le Carraux charge leurs députés de présenter en l'assemblée préliminaire au bailliage d'Amiens, indiqué au 23 mars 1789.

Fait et arrêté en l'assemblée desdits habitans, corps et communauté de ladite paroisse, convoqué et régulièrement tenu à issu des vespres au son de la cloche, devant la porte de l'église, ce jour d'huy, 22 mars 1789.